



De la mi-avril à la mi-juin, un froid mordant, une pluie quotidienne et l'impression, récurrente, d'avoir pénétré dans une zone grise ont affecté toutes les couches de la société française et bien sûr ses institutions.

Du simple badaud à l'homme politique, en passant par le stratège et l'industriel, tous, dans une communion assez rare en France, ont manifesté leur mécontentement. Après avoir déserté les rues de Paris pendant la grande vague terroriste de l'automne dernier, les touristes ont boudé les Champs-Élysées, détremés et figés dans le froid. Puis, les industriels et les personnalités politiques se sont lancés dans un débat sur le déclin de la France, qui n'était fondé sur rien d'autre que des rumeurs. Quelques esprits éclairés sont venus, avec raison d'ailleurs, ridiculiser cette nouvelle tendance en dénonçant le caractère partisan. Mais, depuis le début du siècle, le déclin est un sujet bien à la mode dans ce pays et, comme dans bien d'autres contrées, il sert de programme politique lorsqu'on n'a plus rien à dire.

Enfin, stratèges et militaires, douillettement repliés sur leur politique de défense indépendante depuis la venue au pouvoir du général de Gaulle en 1958, ont vu l'orage éclater, quand les deux Grands se sont mis récemment d'accord sur la sécurité du Vieux continent. Ils s'y attendaient un peu. Depuis quelques années, ils voyaient Moscou et Washington s'escrimer à relancer le processus du contrôle des armements. Et ils soupçonnaient avec raison que les Américains étaient las de dépenser des sommes faramineuses pour la défense de l'Europe occidentale.

Les mauvaises nouvelles sont arrivées le 14 avril dernier, lorsque le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, sortant d'un entretien avec le numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé aux alliés que les deux superpuissances s'étaient entendues non seulement sur le retrait des missiles de portée intermédiaire (Pershing 2, de croisière et SS-20) mais aussi sur celui des missiles de courte portée, c'est-à-dire de 500 à 1,000 kilomètres. Washington a donné quinze jours à l'OTAN pour répondre. Deux mois

plus tard, le 12 juin, à Reykjavik, là même où Reagan et Gorbatchev avaient pris ces décisions, les Européens, résignés, ont dit oui à la double option zéro.

Paradoxalement, ce sont les Français qui ont réagi le plus mal. Il n'y a pourtant pas un seul missile américain sur leur sol et la France, grâce à sa force nucléaire indépendante, voit son territoire sanctuarisé contre une éventuelle attaque soviétique. On pouvait s'attendre à la colère des Allemands de l'Ouest face à l'accord américano-soviétique, car celui-ci laissera en place les missiles à très courte portée (moins de 500 kilomètres) qui ne frapperaient que la RFA en cas de conflit; mais seuls les Français ont crié à la trahison et au désengagement américain.

Le ministre français de la Défense, M. André Giraud, a parlé de «Munich nucléaire», tandis que cer-

de fortes pressions politico-militaires, qui pourraient amener l'éclatement de l'Europe. Londres et Paris conserveraient leur indépendance, mais le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest et les pays du Benelux s'engageraient dans une dérive neutraliste incompatible avec les intérêts occidentaux.

D'autre part, la sanctuarisation des territoires des grandes puissances et leur programme de bouclier antimissile porteraient un coup mortel à la force de dissuasion française. Que resterait-il de l'arme atomique française, si chèrement acquise, après le déploiement par l'Union soviétique d'un système ABM complet?

Enfin, une dénucléarisation de l'Europe entraînerait, lors de négociations américano-soviétiques ultérieures, une prise en compte des arsenaux nucléaires français et britannique. Or, la France est violemment opposée à ce que l'on touche à sa force de frappe. Paris suggère aux superpuissances de réduire considérablement leur force nucléaire stratégique avant de commencer à donner des leçons aux autres puissances atomiques. Le président François Mitterrand rappelait il y a quelques mois que «si les grandes

il a décidé de faire de la France une puissance nucléaire et de la retirer de l'OTAN. Tout en appuyant cette dernière mesure, la gauche avait raillé la «bombinette» pour se raviser quelques années plus tard. Fait étonnant, le Parti communiste a adhéré à la doctrine de la dissuasion nucléaire en 1977, cimentant ainsi l'union nationale sur la force de frappe. Depuis quelques mois cependant ses dirigeants ont changé d'avis et le PCF ne sait plus trop où il va.

Peu de pays peuvent se targuer de maintenir, contre vents et marées, un tel consensus sur les problèmes militaires. Contrairement aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne de l'Ouest et au Japon, la France n'a pas de mouvement pacifiste bien organisé. Elle a été très peu frappée par la contestation anti-nucléaire du débat de la décennie et aucun des grands partis politiques ne préconise un désarmement unilatéral «à la travailliste» où un virage neutraliste «à la social-démocrate allemande.»

Cette position exceptionnelle sur l'échiquier international attire bien des jalousies, et permet à la France d'être maintenant considérée comme une puissance mondiale, sur laquelle l'Alliance atlantique et, en premier lieu les États-Unis, peut compter. Les Américains ont particulièrement apprécié l'intervention de Paris auprès de Bonn lors de la crise des euromissiles en 1983. Le président Mitterrand, fort de l'appui du peuple et des politiciens, a recommandé aux Allemands d'accepter le déploiement des missiles allemands, rappelant le slogan «Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles à l'Est».

La France à ses humeurs et certaines ne sont pas toujours plaisantes à supporter. Consciente de la place centrale qu'elle occupe sur le Vieux continent, alliée fidèle des États-Unis dans les moments les plus difficiles et appuyée intérieurement par un vaste consensus sur la défense, la France s'interroge non plus sur son destin mais sur celui de l'Europe entière. Elle cherche patiemment une voie pour préserver la sécurité du continent qui est devenue une charge de plus en plus lourde pour l'Amérique. □

Jocelyn Coulon est responsable des pages internationales au journal Le Devoir et responsable de la rubrique Livres de Paix et Sécurité.

Cette fermeté de la position française sur la question des armes nucléaires trouve sa source dans l'extraordinaire consensus des élites politiques et de la population sur la défense.

tains membres de la presse évoquaient une résurgence du défaitisme et du neutralisme semblable à celle des années 30. Un des plus célèbres stratèges, Pierre Lellouche, écrivait même que «les deux superpuissances avaient passé un contrat de sanctuarisation mutuelle sur le dos des Européens» qui ouvrait la porte à un découplage complet au sein de l'Alliance atlantique et au retrait des troupes américaines d'ici peu.

Ce tollé, face à ce que l'on qualifie dans les milieux français de «curieux dialogues entre les États-Unis et l'Union soviétique», est dicté par trois considérations.

D'une part, Paris ne croit pas que l'élimination des armes nucléaires en Europe renforcera la sécurité du continent. Bien au contraire. La garantie américaine disparue, l'Union soviétique serait en mesure d'exercer

puissances éliminaient leurs armes nucléaires et posaient des gestes pour réduire la menace conventionnelle et chimique en Europe, alors peut-être...» que son pays ferait quelque chose. Ce programme est d'une telle envergure qu'il ne verra jamais le jour et les Français le savent très bien.

Cette fermeté de la position française sur la question des armes nucléaires trouve sa source dans l'extraordinaire consensus des élites politiques et de la population sur la défense. Les grands principes stratégiques élaborés par le général de Gaulle, dans les années 60, ont survécu lorsque le gouvernement socialiste a dirigé le pays entre 1981 et 1986. Le général avait réussi à rallier à lui une partie de la droite et de la population en général au moment où